



L'éparpillement des dépenses militaires en Europe : le grand gaspillage. Contexte, conséquences et alternatives

Bernard Adam

L'interminable agression russe en Ukraine et surtout l'invraisemblable alignement de Donald Trump sur les positions de Vladimir Poutine ont provoqué une onde de choc parmi les Européens. Réaction immédiate : il faut augmenter les dépenses militaires. On peut comprendre ce type d'attitude prise dans l'émotion et la peur. Mais est-ce vraiment la bonne solution ? Et quelles en seront les conséquences ?

L'effet d'éviction et l'inflation

De manière générale, au sein de l'économie, les dépenses militaires sont indéniablement un poids¹. Tout d'abord, elles produisent un « *effet d'éviction* ». Ce que l'on consacre à la défense d'un pays ne peut être utilisé pour d'autres dépenses civiles comme dans le social, la transition écologique et énergétique, ou le soutien aux investissements économiques, mais également à la diminution des déficits des finances publiques. Plusieurs gouvernements en Europe, dont en Belgique, ont décidé de diminuer drastiquement le budget de la coopération au développement². Les dépenses de protection sociale sont aussi visées³.

Le 6 mars dernier, la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a mis en garde : les dépenses militaires augmenteront peut-être légèrement la croissance du produit intérieur brut (PIB), mais augmenteront aussi l'inflation⁴. Avec la conséquence que ce seront les classes les moins aisées qui seront les plus affectées.

Un exemple concret de ce type de conséquence nous vient de Russie. Juste avant l'invasion de l'Ukraine, le taux d'inflation au cours des cinq années entre 2017 et 2021 était en moyenne de 4,2 % par an⁵. Officiellement selon les autorités russes, le taux d'inflation est actuellement plus du double en atteignant les 10 %⁶. Mais certains estiment qu'en réalité il pourrait atteindre les 20 %⁷. Cela entraîne un appauvrissement important de la population russe. Pour juguler cette inflation, le taux directeur de la Banque centrale russe a été relevé plusieurs fois pour atteindre actuellement 21 %, sans succès. La cause : d'une part l'effet des sanctions économiques occidentales ; d'autre part l'augmentation des dépenses militaires qui atteignent 40 % du budget de l'état en Russie⁸.

La force économique des Européens et la grande faiblesse de la Russie

Certains pensent que la Russie va continuer à augmenter ses budgets de défense. On voit mal comment elle pourrait le faire dans le contexte actuel d'une économie qui est déjà en surchauffe. Au contraire, plusieurs responsables d'entreprises russes, proches du pouvoir, se sont récemment inquiétés du rythme des dépenses militaires actuelles qui risquent de déclencher une série de faillites⁹.

Il faut aussi rappeler l'extrême faiblesse de l'économie russe¹⁰. En 2023, dans l'ensemble du PIB mondial, les États-Unis représentaient 26 %, l'Union européenne (UE) 18 %, la Chine 17 % et la Russie 1,9 %. La capacité économique de l'Europe est dix fois plus importante que celle de la Russie. Celle-ci a un PIB du niveau cumulé de l'Espagne et du Portugal, ou des trois pays du Bénélux¹¹. De 2013 à 2023, le PIB russe n'a connu une croissance réelle (c'est-à-dire ajustée de l'inflation) que de 10 % quand celui de l'UE a cru de 18 %¹². Le PIB par habitant en Russie était en 2023 trois fois moins élevé que dans l'UE¹³.

Les Européens ont déjà des capacités militaires plus importantes qu'on ne le pense

« *Nous sommes forts et nous ne le savons pas* », a déclaré le 3 mars 2025 le Premier ministre français, François Bayrou, devant l'Assemblée nationale, en ouvrant les débats des députés français sur la question de l'augmentation des dépenses militaires¹⁴. Il évoquait l'état actuel des forces des pays européens. Une telle approche tranche particulièrement avec les déclarations récentes de certains dirigeants européens qui affirment le contraire, en adoptant une posture fort catastrophiste, pointant selon eux la très grande faiblesse militaire des Européens.

Selon les chiffres de 2025 de l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS), les États européens membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – c'est-à-dire tous les États membres de l'OTAN sauf les États-Unis, le Canada et la Turquie – ont 1,5 million de soldats. La Russie en a 1,13 million¹⁵, dont 700 000 sont déployés en Ukraine¹⁶. Le nombre exact de pertes russes en Ukraine est difficile à connaître avec certitude. Deux chercheurs de l'IISS estiment que de février 2022 à décembre 2024, les pertes russes se montent à 172 000 morts, 376 000 blessés graves devant être démobilisés et 235 000 blessés pouvant retourner sur le front¹⁷. Ces 548 000 pertes définitives représentent 61 % des effectifs de l'armée russe en février 2022 et 48 % de ses effectifs actuels. Cela montre à quel point l'armée russe a des difficultés à maîtriser sa guerre en Ukraine qui lui est très coûteuse en vies humaines. On voit mal la Russie se lancer dans une nouvelle guerre ailleurs en Europe avec un tel bilan désastreux qui risque même, après la fin des combats en Ukraine, de déstabiliser le pouvoir des dirigeants russes.

Toujours selon les chiffres de 2025 de l'IISS, les États européens membres de l'OTAN disposent de 1 774 avions de combat contre 1 038 pour la Russie. Ils disposent également de 4 331 tanks contre 2 900 en Russie. Quant aux principaux navires de surface (porte-avions, croiseurs, destroyers et frégates), on en dénombre 118 dans les États européens de l'OTAN contre 35 en Russie¹⁸.

En 2021, avant l'invasion russe de l'Ukraine, dans le total des dépenses militaires mondiales, celles des États-Unis représentaient 38 %, les pays européens de l'OTAN 15 % et la Russie 3,1 %. Les dépenses militaires des pays européens représentaient donc plus de quatre fois et demie celles de la Russie.

Les chiffres des dépenses militaires pour 2024 établis par le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) indiquent 453 milliards de dollars pour les pays européens de l'OTAN, soit 17 % du total des dépenses militaires mondiales. C'est trois fois plus que les 149 milliards de dollars (équivalent à 5,5 % du total mondial) pour la Russie. Les dépenses militaires des pays européens de l'OTAN ont augmenté de 32 % entre 2021 et 2024. Par comparaison, les dépenses militaires étaient en 2024 de 997

milliards de dollars pour les États-Unis (37 % du total mondial) et de 314 milliards pour la Chine (12 % du total mondial)¹⁹.

Le principal problème en Europe : la « fragmentation »

Les pays européens possèdent des capacités militaires non négligeables, mais leur problème principal est leur manque d'unité et de cohésion. On l'appelle la « *fragmentation* » : chacun des pays européens décide seul ce qu'il veut faire en matière d'acquisition d'armements²⁰. D'où un manque global d'efficacité et finalement un grand gaspillage.

Les pays européens ont livré à l'Ukraine pas moins de dix types d'obusiers différents provenant de leurs stocks, ce qui a posé beaucoup de problèmes logistiques pour les forces armées ukrainiennes²¹. Concernant les véhicules blindés, il y a plus de programmes en Europe que dans le reste du monde²². Les forces aériennes en Europe sont dotées de seize avions de combat différents²³. Quant aux sous-marins et aux navires, il y a en Europe six constructeurs qui se font une féroce concurrence en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne et en Suède.

Finalement, la solution au « *réarmement* » de l'Europe est moins une question de budget que de réorganisation des moyens dont elle dispose. Cela nécessiterait de restructurer les moyens dont devrait disposer chaque pays dans la perspective d'une réelle défense commune, en évitant les gaspillages consécutifs au manque de coordination et de coopération. Bien entendu, il s'agit plus de décisions politiques que militaires puisque cela suppose une plus grande intégration politique au sein de l'UE, et un certain dépassement des actuelles souverainetés nationales²⁴. Cela impliquerait aussi inévitablement une restructuration du secteur produisant l'armement. Il faudrait aussi veiller à ce que certains industriels de l'armement et leurs actionnaires ne profitent pas de l'effet d'aubaine que constitue l'afflux de nouvelles commandes dans le seul but de s'enrichir au détriment des finances publiques. Un contrôle des prix des programmes d'armements devrait impérativement être exercé de manière rigoureuse par les autorités publiques afin d'éviter certaines dérives.

Maintenir les atouts du soft power et ne pas miser sur le « tout militaire »

Si les Européens veulent augmenter leurs dépenses militaires, ils doivent le faire de manière raisonnée, non excessive et en respectant les principes du débat démocratique. Il s'agirait de ne pas commettre de nouvelles erreurs et d'éviter les effets pervers des conséquences de leurs choix. Il ne faudrait pas que les Européens abandonnent les bienfaits du « *soft power* » et croient naïvement que seuls les moyens militaires vont améliorer la sécurité internationale²⁵.

Tout d'abord, il est indéniable que l'augmentation des dépenses militaires en Europe participera à une relance de la course aux armements. Si l'ensemble de leurs dépenses

passer de 2 % de leur PIB (le niveau moyen actuel) à 3 %, elles augmenteraient alors leur part dans l'ensemble des dépenses militaires mondiales de 17 % à 23 %. Les dépenses militaires totales des États membres de l'OTAN passeraient de 55 % actuellement à 59 %. Un tel signal adressé par les Occidentaux au reste du monde est dangereux parce que cela risque de créer un sentiment d'insécurité chez certains pouvant entraîner un accroissement généralisé des dépenses militaires dans le monde.

Avec ce constat, afin d'éviter une escalade dangereuse, il s'agirait de relancer des négociations de désarmement en Europe et partout dans le monde. Par ailleurs, les Occidentaux devraient se demander si, au lendemain de la guerre froide, l'extension de l'OTAN n'a pas créé un sentiment de frustration auprès de certains dirigeants russes. Ceux-ci ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils se sont sentis humiliés et méprisés par les Occidentaux, grands vainqueurs de la guerre froide²⁶. Cela les a amenés notamment à cette folle aventure criminelle en Ukraine qui s'est réalisée en violation flagrante du droit international. Les Occidentaux n'auraient-ils pas dû, à côté de cette extension de l'OTAN, contribuer à renforcer les institutions comme l'Organisation des Nations unies (ONU) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui sont les lieux où se développent le multilatéralisme, le droit international et la prévention des conflits armés ?

Les Européens devraient aussi s'interroger sur les erreurs qu'ils ont commises dans leurs relations passées avec Vladimir Poutine. Aujourd'hui, certains semblent découvrir que, dès son arrivée au pouvoir en 1999, il n'a pas cessé d'être violent et dangereux : guerre sanglante en Tchétchénie, assassinats de ses opposants, répression à l'égard de sa population, cyberattaques, large diffusion de la désinformation, soutien de l'extrême droite en Europe²⁷. En réalité tout ceci était bien connu. Et cela n'a pas empêché certains dirigeants politiques (comme l'allemand Gerhard Schröder et le français François Fillon) et plusieurs industriels européens de fermer les yeux et de continuer à courtiser Vladimir Poutine en achetant bon marché son gaz et son pétrole, ce qui l'a considérablement renforcé²⁸.

Les Européens devraient à l'avenir éviter une trop grande dépendance économique, mais aussi avoir des relations politiques internationales conformes aux valeurs qui sont les leurs, à savoir la coopération et le règlement pacifique des conflits, la défense de la démocratie ainsi que le respect des droits de l'homme et de la vie humaine.

La menace climatique est là aussi

L'augmentation des dépenses militaires est loin d'être la seule réponse à l'insécurité mondiale actuelle si le contexte et les erreurs du passé ne sont pas pris en compte. Il serait temps que les dirigeants politiques européens sortent de leur état actuel de sidération et prennent le temps d'avoir une réflexion sur les conséquences de leurs décisions. Notamment en n'oubliant pas que le principal danger qui menace l'ensemble des pays du monde est le réchauffement climatique et ses conséquences²⁹.

L'auteur

Bernard Adam est le fondateur et l'ancien directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (1979-2010).

Pour citer cette publication

ADAM Bernard, « L'éparpillement des dépenses militaires en Europe : le grand gaspillage. Contexte, conséquences et alternatives », *éclairage du GRIP*, 29 avril 2025.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

Crédits de l'illustration de couverture : Olena Bartienieva – [iStock](#)

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – admi@grip.org – www.grip.org
X/Twitter : [@grip_org](#) – Facebook : GRIP.1979

Références

- ¹ Pour une analyse générale, voir BOULIN Robert, « [Le poids de la défense dans l'économie](#) », *Revue Défense nationale*, n° 368, juillet 1977, p. 7-22.
- ² KIESEL Véronique, « [Le secteur belge de l'aide au développement catastrophé par la baisse de 25 % de son budget](#) », *Le Soir*, 6 février 2025.
- ³ DE THIER Victor, GASSIDEUX Thomas, « [Augmenter le budget de la Défense, en réduisant quoi ? "Est-ce que l'État doit assumer systématiquement nos choix personnels ?"](#) », interroge Georges-Louis Bouchez », *RTBF*, 10 mars 2025.
- ⁴ MADELINE Béatrice, « [Les dépenses militaires, un levier pour la croissance... et pour l'inflation](#) », *Le Monde*, 10 mars 2025.
- ⁵ « [Inflation, prix à la consommation \(% annuel\)](#) », *Banque mondiale*, base de données consultée le 28 avril 2025.
- ⁶ NOVOZHENINA Evgenia, AFP, « [Russie : depuis deux ans, l'inflation n'a jamais été aussi élevée](#) », *La Tribune*, 13 mars 2025.

- ⁷ « [Yannick Quéau : “La confiance affichée par le Kremlin doit se comprendre dans une forme de relativisme : la Russie souffre, mais moins que l’Ukraine”](#) », propos recueillis par Jim Nejman, *Éclairage du GRIP*, 17 décembre 2024, p. 3.
- ⁸ ADAM Bernard, « [Les échecs de Poutine et l’effondrement de la Russie](#) », *La Libre*, 21 février 2025.
- ⁹ BJALON Robin, AFP, « [En Russie, les nuages s’amoncellent au-dessus de l’économie](#) », *Le Devoir*, 18 décembre 2024.
- ¹⁰ ADAM Bernard, « [La faiblesse économique de la Russie devrait l’inciter à davantage de coopération avec son voisinage](#) », *Éclairage du GRIP*, 24 février 2022.
- ¹¹ « [PIB \(\\$ US courants\)](#) », *Banque mondiale*, base de données consultée le 28 avril 2025.
- ¹² « [PIB \(\\$ US constants de 2015\)](#) », *Banque mondiale*, base de données consultée le 28 avril 2025.
- ¹³ « [PIB par habitant \(\\$ US courants\)](#) », *Banque mondiale*, base de données consultée le 28 avril 2025.
- ¹⁴ « [François Bayrou sur la sécurité européenne : “Nous sommes forts et nous ne le savons pas”](#) », *Agence France-Presse*, 3 mars 2025.
- ¹⁵ [The Military Balance 2025](#), IISS, 2025.
- ¹⁶ Belga, « [Guerre en Ukraine: Poutine révèle le nombre de soldats russes combattant en Ukraine](#) », *La Libre*, 14 juin 2024.
- ¹⁷ CLAVILIER Yuri, GJERSTAD Michael, « [Combat losses and manpower challenges underscore the importance of “mass” in Ukraine](#) », *IISS*, 10 février 2025. Il existe d’autres estimations. D’après le ministre français des affaires étrangères Stéphane Séjourné en mai 2024, l’armée russe aurait subi 500 000 pertes, dont 150 000 morts : « [Entretien avec M. Stéphane Séjourné, ministre de l’Europe et des affaires étrangères, avec “Novaya Gazeta Europe” le 3 mai 2024, sur les campagnes de désinformation russes et le conflit en Ukraine](#) », *Vie publique*, 3 mai 2024. En septembre 2024, le renseignement britannique parlait de 610 000 pertes russes en Ukraine : VAKULINA Sasah, « [Guerre en Ukraine : plus de 610.000 tués ou blessés du côté russe \(Londres\)](#) », *Euronews*, 17 septembre 2024. D’après le chercheur Yuri Fedorov, il s’agirait de 460 000 pertes irréversibles (tués et blessés démobilisés) jusqu’à l’été 2024 : FEDOROV Yuri, « [Les effectifs de l’armée russe après deux ans et demi de guerre en Ukraine](#) », *Étude de l’IFRI*, n° 48, novembre 2024, p. 19.
- ¹⁸ [The Military Balance 2025](#), op. cit.
- ¹⁹ « [Military Expenditure Database](#) », *SIPRI*, consultée le 28 avril 2025.
- ²⁰ DEGRYSE Christophe, « [L’Europe n’est pas malade de ses capacités militaires ou diplomatiques, mais de ses divisions politiques](#) », *Le Monde*, 13 mars 2025.
- ²¹ DRAGHI Mario, « [The future of European competitiveness. Part A : A competitive strategy for Europe](#) », *Commission européenne*, septembre 2024, p. 59.
- ²² BEZAT Jean-Michel, « [L’industrie de la défense européenne, un secteur encore très fragmenté face à la concurrence américaine](#) », *Le Monde*, 15 mars 2025.
- ²³ [The Military Balance 2025](#), op. cit.
- ²⁴ SANTOPINTO Federico, « [Le plan ReArm Europe et la quadrature du cercle entre intégration et souveraineté nationale](#) », *IRIS*, 12 mars 2025.
- ²⁵ ADAM Bernard, « [Pourquoi augmenter les dépenses militaires de l’Otan ?](#) », *La Libre*, 15 juin 2022.
- ²⁶ C’est le sens du célèbre discours de Vladimir Poutine prononcé à Munich le 10 février 2007 lors de la 43^{ème} Conférence sur la politique de sécurité : « [Discours du président russe sur la sécurité](#) », *Perspective Monde*, 10 février 2007.
- ²⁷ Voir notamment : GESSEN Masha, *Poutine, l’homme sans visage*, Fayard, 2023 (2^{ème} ed.) ; BELTON Catherine Belton, *Les hommes de Poutine. Comment le KGB s’est emparé de la Russie avant de s’attaquer à l’Ouest*, Talents Editions, 2022.

- ²⁸ KAUFMANN Sylvie, *Les Aveuglés. Comment Berlin et Paris ont laissé la voie libre à la Russie*, Stock, 2023.
- ²⁹ DE CLEENE Dieter, « [Nu de geldkranen opengaan voor de Europese defensie, moeten we het ook even over die andere dreiging hebben](#) », *De Morgen*, 5 mars 2025 ; SCHMITZ Bruno, « [La revue de presse : un trésor européen à 11 chiffres et le climat sacrifié sur l'autel de la défense ?](#) », *RTBF*, 6 mars 2025.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org.

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : www.grip.org